

ROYAUME DE BELGIQUE

-----

Avis 47.216/2  
DU 12 OCTOBRE 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION  
DU CONSEIL D'ÉTAT

-----

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Ministre de l'Intérieur, le 21 septembre 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 25 avril 2007 fixant les conditions d'installation, d'entretien et d'utilisation des systèmes d'alarme et de gestion de centraux d'alarme", a donné l'avis suivant :

## Examen du projet

### Préambule

#### Alinéa 1<sup>er</sup>

Il convient de citer les dispositions légales constituant le fondement juridique du projet en mentionnant les seules modifications encore en vigueur que ces articles, ou les subdivisions pertinentes de ceux-ci, ont subies, à l'exclusion des modifications qui sont devenues sans objet à la suite de modifications ultérieures.

De plus, le mot "notamment" doit être omis <sup>1</sup>.

À l'alinéa 1<sup>er</sup> du préambule, les mots "notamment les articles 8, § 5, et 12, modifiés par les lois du 18 juillet 1997 et 25 avril 2004" seront dès lors remplacés par les mots "l'article 8, § 5, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, remplacés par la loi du 7 mai 2004, et l'article 12, remplacé par la loi du 9 juin 1999 et modifié par la loi du 7 mai 2004".

#### Alinéa 3

L'alinéa 3 est inutile et doit être omis.

---

<sup>(1)</sup> Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandation n/ 27, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be).

Alinéa 4 (devenant l'alinéa 3)

À l'alinéa 4 (devenant l'alinéa 3), l'avis du Conseil d'État sera cité comme suit :

"Vu l'avis 47.216/2 du Conseil d'État, donné le 12 octobre 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1/, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973" <sup>2</sup>.

DispositifArticle 1<sup>er</sup>

1. Invité à préciser sur quoi portent les "instructions communiquées par l'administration", dont il est question à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, en projet, le délégué du ministre a répondu comme suit :

"Het gaat hier over de technische wijze waarop alarmcentrales de gegevens moeten overmaken. Welk bestandsformaat en de versie ervan, via een webservice en hoe dit technisch moet gebeuren, de beveiliging bij het overmaken van gegevens (vb welke software gebruikt wordt bij de beveiliging)."

"Dit gaat over de technische kant van het project, de alarmcentrales kunnen hun gegevens rechtstreeks vanuit hun informaticasysteem in de databank (meldpunt alarmsystemen) ingeven en moeten dus geen gebruik maken van de website : [www.policeonweb.be](http://www.policeonweb.be). Momenteel is er overleg tussen de alarmcentrales en administratie om een tool te ontwikkelen waarmee de alarmcentrales hun gegevens kunnen inbrengen, wijzigen en verwijderen.(...)".

---

<sup>(2)</sup> Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandation n/ 36.1 et formule F 3-5-2, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be).

Il convient de modifier la structure de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, en projet, de manière à mieux distinguer entre les utilisateurs qui ne sont pas raccordés à une centrale d'alarme (qui doivent transmettre les informations via le site internet [www.policeonweb.be](http://www.policeonweb.be)) et les centrales d'alarme (qui doivent transmettre les informations suivant les instructions communiquées par l'administration). De l'accord du délégué du Ministre, la structure de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, en projet, pourrait être modifiée comme suit :

- la deuxième phrase de l'alinéa 1<sup>er</sup> devient l'alinéa 2;
- l'actuel alinéa 2 devient l'alinéa 5.

2. Tel que l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, en projet est rédigé, il donne l'impression que l'obligation de "valider les données" n'existe que si une modification a été apportée à celles-ci. Toutefois, si l'intention est d'obliger l'utilisateur à vérifier l'exactitude des données au moins une fois par an, il convient de lui imposer de valider celles-ci chaque année, même s'il n'y a apporté aucune modification au cours des douze mois écoulés. De l'accord du délégué du Ministre, au lieu d'écrire "et quand cela s'avère nécessaire les modifier et les valider", on écrira "et, quand cela s'avère nécessaire, les modifier. L'utilisateur est tenu, qu'il ait ou non apporté des modifications aux données au cours des douze mois écoulés, de valider celles-ci au moins une fois par an".

3. L'article 1<sup>er</sup> du projet appelle les observations de légistique suivantes <sup>3</sup>.

a. Dans la phrase liminaire, au lieu d'écrire "est remplacé comme suit", il convient d'écrire : "est remplacé par ce qui suit".

b. À l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, en projet, au lieu d'écrire "Les informations, visées aux § 2, doivent être transmises...", il convient d'écrire : "Les informations visées au paragraphe 2 doivent être transmises...".

---

<sup>(3)</sup> Il est également renvoyé à la version néerlandaise de l'avis sur ces questions.

c. Au même alinéa (devenant l'alinéa 2), les mots "doivent le faire" seront remplacés par les mots "doivent transmettre ces informations".

d. Dans la version néerlandaise de l'alinéa 4, première phrase, de la même disposition, il faudrait écrire "te allen tijde" au lieu de "ten allen tijde".

e. À l'alinéa 4, deuxième phrase, de la même disposition, au lieu d'écrire "A partir du jour de sa première déclaration, visées au § 2, 1/, il doit, au minimum une fois par an, contrôler la justesse des données et", on écrira "À partir du jour de sa première déclaration, il doit, au minimum une fois par an, contrôler l'exactitude des données visées au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1/, et".

f. Dans la version néerlandaise du même alinéa, troisième phrase, il faudrait écrire "niet langer als geldig beschouwd" au lieu de "niet langer geldig beschouwd".

g. À l'alinéa 2 (devenant l'alinéa 5) de la même disposition, les mots "Les centrales d'alarme doivent le faire" seront remplacés par les mots "Les centrales d'alarme doivent transmettre les informations visées au paragraphe 2".

## Article 2

La disposition insérée par l'article 2 du projet sera numérotée "article 26/1" (et non "article 26bis")<sup>4</sup>.

Par ailleurs, il n'est pas nécessaire de préciser, dans la phrase liminaire, que la nouvelle disposition s'insère dans le chapitre IV, les articles entre lesquels la nouvelle disposition s'insère figurant tous deux dans ce chapitre. Les mots "sous le chapitre IV" seront dès lors omis.

---

<sup>(4)</sup> Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandation n/ 123.1, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be).

L'article 2 du projet sera rédigé comme suit <sup>5</sup> :

"Art. 2 : Dans le même arrêté, il est inséré un article 26/1 rédigé comme suit :

«Art. 26/1. Les informations mentionnées à l'article 7, § 2, seront transmises pour la première fois au point de contact des systèmes d'alarme pour le 1<sup>er</sup> mars 2010 au plus tard»".

### Article 3

En prévoyant que l'arrêté en projet entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, l'article 3 du projet déroge à la règle générale selon laquelle les arrêtés royaux entrent en vigueur le dixième jour après celui de leur publication au *Moniteur belge* <sup>6</sup>. Interrogé sur les raisons qui justifient cette dérogation, le délégué du ministre a fourni l'explication suivante :

"Door de media is er reeds verkeerde informatie verspreid, wij wensen dus zo snel mogelijk duidelijk [heid]."

Cette justification ne paraît pas admissible. Il ressort en effet de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 (devenant l'alinéa 5), en projet que des instructions devront être communiquées par l'administration en ce qui concerne la transmission des informations par les centrales d'alarme. De plus, il ressort des réponses fournies par le délégué du ministre que l'outil informatique permettant la communication des informations par les centrales d'alarme se trouve encore en phase de développement. Enfin, les premières informations ne devront être transmises que pour le 1<sup>er</sup> mars 2010.

L'article 3 du projet sera dès lors omis, de manière à ce que, par application de la règle générale, chacun dispose d'un délai de dix jours à partir de la publication de l'arrêté au *Moniteur belge* pour en prendre connaissance et s'y conformer.

---

(<sup>5</sup>) *Ibidem*, Formule F 4-2-3-2.

(<sup>6</sup>) Article 6 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires.

#### Article 4

L'article 4 sera rédigé comme suit :

"Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté" <sup>7</sup>.

-----

---

<sup>(7)</sup> Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, Formule F 4-7-1 , [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be).

La chambre était composée de

|           |                       |                       |
|-----------|-----------------------|-----------------------|
| Messieurs | Y. KREINS,            | président de chambre, |
|           | P. VANDERNOOT,        | conseillers d'État,   |
| Mesdames  | M. BAGUET,            |                       |
|           | A.-C. VAN GEERSDAELE, | greffier.             |

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË  
-----

ADVIES 47.216/2  
VAN 12 OKTOBER 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING  
VAN DE RAAD VAN STATE  
-----

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 21 september 2009 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 2007 tot vaststelling van de voorwaarden voor installatie, onderhoud en gebruik van alarmsystemen en beheer van alarmcentrales", heeft het volgende advies gegeven :

### Onderzoek van het ontwerp

#### Aanhef

##### Eerste lid

Bij het noemen van de wetsbepalingen die de rechtsgrond van het ontwerp vormen behoren enkel de nog van kracht zijnde wijzigingen te worden vermeld die in die artikelen of in de relevante onderdelen daarvan zijn aangebracht, en niet de wijzigingen die doelloos zijn geworden als gevolg van latere wijzigingen.

Bovendien moeten de woorden "inzonderheid op" vervallen <sup>1</sup>.

In het eerste lid van de aanhef moeten de woorden "inzonderheid op de artikelen 8, § 5, en 12, gewijzigd door de wetten van 18 juli 1997 en 25 april 2004" bijgevolg vervangen worden door de woorden "artikel 8, § 5, eerste en tweede lid, vervangen bij de wet van 7 mei 2004, en artikel 12, vervangen bij de wet van 9 juni 1999 en gewijzigd bij de wet van 7 mei 2004".

##### Derde lid

Het derde lid is overbodig en moet vervallen.

---

<sup>(1)</sup> Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, aanbeveling 27, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be).

Vierde lid (dat het derde lid wordt)

In het vierde lid (dat het derde lid wordt) moet het advies van de Raad van State als volgt worden vermeld :

"Gelet op advies 47.216/2 van de Raad van State, gegeven op 12 oktober 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973" <sup>2</sup>.

Dispositief

Artikel 1

1. Op de vraag waarop "de wijze aan hen bekendgemaakt door de administratie", vermeld in het ontworpen artikel 7, § 1, tweede lid, betrekking heeft, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord :

"Het gaat hier over de technische wijze waarop alarmcentrales de gegevens moeten overmaken. Welk bestandsformaat en de versie ervan, via een webservice en hoe dit technisch moet gebeuren, de beveiliging bij het overmaken van gegevens (vb welke software gebruikt wordt bij de beveiliging).

Dit gaat over de technische kant van het project, de alarmcentrales kunnen hun gegevens rechtstreeks vanuit hun informaticasysteem in de databank (meldpunt alarmsystemen) ingeven en moeten dus geen gebruik maken van de website : [www.policeonweb.be](http://www.policeonweb.be). Momenteel is er overleg tussen de alarmcentrales en administratie om een tool te ontwikkelen waarmee de alarmcentrales hun gegevens kunnen inbrengen, wijzigen en verwijderen.(...)".

---

<sup>(2)</sup> Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be).

De structuur van het ontworpen artikel 7, § 1, moet gewijzigd worden zodat er een duidelijker onderscheid wordt gemaakt tussen gebruikers die niet aangesloten zijn op een alarmcentrale (die de informatie via de website [www.policeonweb.be](http://www.policeonweb.be) moeten melden) en alarmcentrales (die de informatie moeten verzenden op de wijze bekendgemaakt door de administratie). De gemachtigde van de minister gaat ermee akkoord dat de structuur van het ontworpen artikel 7, § 1, als volgt gewijzigd zou kunnen worden :

- de tweede zin van het eerste lid wordt het tweede lid;
- het huidige tweede lid wordt het vijfde lid.

2. Zoals het geformuleerd is, geeft het ontworpen artikel 7, § 1, vierde lid, de indruk dat de verplichting om "de gegevens te valideren" alleen geldt wanneer deze gewijzigd zijn. Indien het evenwel de bedoeling is de gebruiker ertoe te verplichten minstens eenmaal per jaar na te gaan of de gegevens juist zijn, moet hem de verplichting worden opgelegd deze ieder jaar te valideren, ook al heeft hij deze in de loop van de afgelopen twaalf maanden niet gewijzigd. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in plaats van "en indien nodig ze wijzigen en valideren" het volgende geschreven wordt : "en, zo nodig, wijzigen. De gebruiker moet, ongeacht of hij in de loop van de afgelopen twaalf maanden de gegevens wel of niet heeft gewijzigd, ze ten minste eenmaal per jaar valideren."

3. Artikel 1 van het ontwerp geeft aanleiding tot de volgende wetgevingstechnische opmerkingen <sup>3</sup>.

a. In de inleidende zin schrijve men :

"Artikel 7, § 1, van het koninklijk besluit van 25 april 2007 tot vaststelling [...] wordt vervangen als volgt :".

---

<sup>(3)</sup> In verband met dat punt wordt eveneens verwezen naar de Franse versie van het advies.

b. In het ontworpen artikel 7, § 1, eerste lid, schrijf men "De informatie genoemd in paragraaf 2 moet worden bezorgd" in plaats van "De informatie, bedoeld in § 2, moet worden gemeld".

c. In hetzelfde lid (dat het tweede lid wordt) moet de tweede zin als volgt worden gesteld : "Gebruikers die niet zijn aangesloten op een alarmcentrale melden die informatie via de website [www.policeonweb.be](http://www.policeonweb.be).

d. In het vierde lid van dezelfde bepaling schrijf men in de eerste zin van de Nederlandse versie "te allen tijde" in plaats van "ten allen tijde".

e. In de tweede zin van hetzelfde lid schrijf men "Hij moet, te rekenen vanaf de datum van zijn eerste aangifte, minstens eenmaal per jaar de gegevens genoemd in paragraaf 2, eerste lid, 1/," in plaats van "Hij moet te rekenen vanaf de datum van eerste aangifte, minstens één maal per jaar de gegevens, bedoeld in § 2, 1/,".

f. In de derde zin van hetzelfde lid schrijf men in de Nederlandse versie "niet langer als geldig beschouwd" in plaats van "niet langer geldig beschouwd".

g. Het tweede lid van dezelfde bepaling (dat het vijfde lid wordt) behoort als volgt te worden gesteld "De alarmcentrales moeten de informatie genoemd in paragraaf 2 melden op de wijze die hun door de administratie is meegedeeld".

## Artikel 2

De bepaling ingevoegd bij artikel 2 van het ontwerp moet als volgt worden genummerd : "artikel 26/1" (en niet "artikel 26bis") <sup>4</sup>.

---

<sup>(4)</sup> Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, aanbeveling 123.1, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be).

Overigens is het niet nodig in de inleidende zin te preciseren dat de nieuwe bepaling ingevoegd wordt in hoofdstuk IV, aangezien de artikelen waartussen de nieuwe bepaling wordt ingevoegd beide in dat hoofdstuk staan. De woorden "onder het hoofdstuk IV" moeten bijgevolg vervallen.

Artikel 2 van het ontwerp moet als volgt worden gesteld <sup>5</sup> :

"Art. 2 : In hetzelfde besluit wordt een artikel 26/1 ingevoegd, luidende :

«Art. 26/1. De informatie genoemd in artikel 7, § 2, wordt uiterlijk op 1 maart 2010 voor het eerst aan het meldpunt alarmsystemen gemeld»".

### Artikel 3

Doordat artikel 3 bepaalt dat het ontworpen besluit in werking treedt op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, wijkt het af van de algemene regel dat koninklijke besluiten in werking treden op de tiende dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* <sup>6</sup>. Op de vraag welke redenen die afwijking wettigen heeft de gemachtigde van de minister de volgende uitleg gegeven :

"Door de media is er reeds verkeerde informatie verspreid, wij wensen dus zo snel mogelijk duidelijk[heid]."

Die verantwoording lijkt niet aanvaardbaar. Uit het ontworpen artikel 7, § 1, tweede lid (dat het vijfde lid wordt) blijkt immers dat de administratie zal moeten laten weten op welke wijze de informatie door de alarmcentrales moet worden overgezonden. Bovendien blijkt uit de antwoorden verstrekt door de gemachtigde van de minister dat het computerprogramma voor het melden van de informatie door de alarmcentrales nog in ontwikkelingsfase is. Tenslotte zou de eerste informatie pas tegen 1 maart 2010 hoeven te worden overgezonden.

---

(<sup>5</sup>) *Ibidem*, formule 4-2-3-2.

(<sup>6</sup>) Artikel 6 van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen.

Artikel 3 van het ontwerp moet dus vervallen, zodat overeenkomstig de algemene regel iedereen over een termijn van tien dagen beschikt met ingang van de bekendmaking van het besluit in het *Belgisch Staatsblad* om daarvan kennis te nemen en zich ernaar te richten.

#### Artikel 4

Artikel 4 moet als volgt worden gesteld :

"De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit" <sup>7</sup>.

-----

---

<sup>(7)</sup> Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, Formule F 4-7-1, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be).

De kamer was samengesteld uit

|          |                       |                  |
|----------|-----------------------|------------------|
| de Heren | Y. KREINS,            | kamervoorzitter, |
|          | P. VANDERNOOT,        | staatsraden,     |
| de Dames | M. BAGUET,            |                  |
|          | A.-C. VAN GEERSDAELE, | griffier.        |

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS